

« Les otages avaient perdu de leur valeur »

■ « La Tribune ». - Pourquoi Saddam Hussein abat-il ainsi, sans avoir obtenu la moindre garantie, la carte des otages ?

Ghassan Salamé (1). - Cette carte avait perdu de sa valeur. D'abord le nombre des otages avait considérablement diminué ; ensuite, Moscou venait d'arracher aux Irakiens la libération de ses 3.000 ressortissants. Et puis, la négociation avec les Américains a déjà commencé et il s'agit pour Saddam Hussein de mettre en confiance la partie adverse en abattant une carte majeure.

Peut-on d'ores et déjà affirmer que les négociations ont commencé ?

Indirectement, oui. Il faut mettre en parallèle deux faits simultanés. Les informations indiquant que les Etats-Unis acceptent désormais le principe d'une conférence internationale pour régler le différend entre Israël et ses voisins arabes d'une part et la décision de relâcher les otages, de l'autre. Cela va de pair. A cela vient s'ajouter une nouveauté, la réunion inter-arabe qui a rassemblé ces derniers jours à Bagdad les « amis » de l'Irak, le Yémen, la Jordanie et l'OLP. Ces derniers sont appelés à jouer un rôle. C'est à eux que reviendra la tâche de mobiliser l'opinion arabe et d'expliquer qu'un repli irakien ne signifie pas un échec de Saddam Hussein.

Doit-on voir dans la décision de Bagdad le premier pas vers un dénouement pacifique de la crise du Golfe...

Un second pas. Le premier a été accompli par les Américains lors qu'ils ont offert d'établir un dialogue à parité au niveau des ministres des Affaires étrangères. Dans la culture politique arabe, cette ouverture fait apparaître Saddam Hussein comme aussi important que George Bush.

Les otages étrangers servaient de « bouclier » en cas d'attaque américaine. Faut-il déduire que Saddam Hussein ne craint plus une telle opération ?

Il n'a plus à redouter d'attaque avant le 15 janvier. Les Etats-Unis se mettraient dans une position difficile vis-à-vis de la communauté internationale en agissant avant l'expiration de l'ultimatum du Conseil de sécurité. Sur le plan intérieur, la dernière résolution de l'ONU a été plus mal accueillie qu'on le dit par l'opinion publique américaine et le Congrès car elle lie les Etats-Unis et les engage à faire la guerre si l'Irak n'évacue pas le Koweït. L'intérêt de Washington est de négocier.

En retirant ses forces du Koweït, l'Irak va-t-il abandonner aussi ses revendications territoriales ?

Sur ce point précis, il faut se souvenir des déclarations faites par un membre de la

famille royale saoudienne. Le prince Sultan avait déclaré en substance que si les circonstances venaient à changer, tout devenait possible et il avait rappelé le règlement à l'amiable de litiges territoriaux entre Riyad et Bagdad. En cas de retrait irakien, je crois que les pressions sur les Koweïtiens seront assez fortes pour qu'ils se montrent plus compréhensifs sur la revendication irakienne d'un accès à la mer. De surcroît, depuis les assises de Djeddah (réunion des représentants de la société koweïtienne, NDLR), l'idée qu'une guerre ferait plus mal encore au Koweït qu'à l'Irak fait son chemin dans la population de l'émirat.

Après un retrait du Koweït, la libération des otages, doit-on aussi s'attendre à voir Saddam Hussein céder aussi sur le retour des émirs koweïtiens ?

Il faut rappeler un événement récent qui est passé inaperçu. Aux assises de Djeddah, la famille Al Sabah s'est sentie contrainte de rassembler toutes les composantes de la société. Et l'émir Jaber s'est engagé à appliquer intégralement la constitution de 1962. Dans ces conditions, le retour de la famille régnante se ferait dans des conditions nouvelles.

Propos recueillis par
PASCAL AUBERT

(1) Directeur de recherches au CNRS.